

## Pour une politique de classe par un Parti de classe

Brochure, octobre 1937.

### Comme les autres ?

Le Parti Socialiste S.F.I.O. est-il donc un Parti comme les autres ?

Comme les autres partis politiques de la bourgeoisie, qui promettent démagogiquement monts et merveilles lorsqu'ils se présentent devant les électeurs et qui s'inclinent complaisamment devant le mur d'argent, ou le « *danger extérieur* » lorsqu'ils sont au pouvoir ?

Comme les autres partis social-démocrates d'Europe qui ont été utilisés par le grand capital financier pour neutraliser l'action directe prolétarienne au moment où elle aurait pu réussir, puis rejetés, après épuisement, pour laisser la place au fascisme ?

Le Parti Socialiste S.F.I.O. qui avait résisté aux compromissions participationnistes en période de recul prolétarien va-t-il se vautrer dans une participation déshonorante avec les ministres imposés par la Banque Lazard, en période de montée des masses ?

Le Parti Socialiste S.F.I.O. qui avait chassé de ses rangs les révisionnistes les plus étrangers à un véritable parti prolétarien et internationaliste, va-t-il reprendre à son compte la trilogie monstrueuse « *Ordre ! Autorité ! Nation !* » ?

Léon Blum, qui était « *épouventé* » en juillet 1933 à l'énoncé des principes du « *néo-socialisme* » n'a-t-il rien à dire devant l'œuvre de « *paix sociale* » et « *d'union sacrée* » à laquelle il est associé, et avec lui, notre Parti ? L'ordre, à coups de crosses de garde mobiles contre les grévistes des H.C.R.B. ou de la terre ; l'autorité, grâce à la répression féroce des tribunaux bourgeois contre les électeurs du Front populaire ; la Nation, armée, casquée et livrée à l'état-major de l'impérialisme ; est-ce que tout cela est conforme aux principes constitutifs du Parti socialiste ? Est-ce que nous devons être solidaires de cela ? ou le dénoncer impitoyablement ?

Passons aux finances,

A l'origine de toutes les crises sociales il y a une question financière...

Le Parti Socialiste S.F.I.O. qui a dénoncé l'égoïsme de classe de la bourgeoisie au lendemain de la guerre va-t-il, maintenant, prendre en charge toutes les faillites économiques, toutes les manipulations monétaires, tous les tours de passe-passe de la super fiscalité de consommation qu'il a condamnées pendant 20 ans ?

La dévaluation, la déflation budgétaire, la fausse monnaie, la recherche de l'équilibre, la politique « *de confiance* », la grande pénitence, la compression des dépenses publiques... la course aux économies... combien de fois avons-nous mis en évidence : soit leur inefficacité, soit leurs répercussions douloureuses sur le niveau de vie des masses laborieuses ?

Et maintenant ? Osera-t-on nous demander de célébrer leurs vertus ? Aux acclamations des profiteurs et des triomphateurs, ces honnêtes seigneurs qui s'appellent Cailloux, Laval, Régnier, Abel Gardey... ?

Enfin, le Parti Socialiste S.F.I.O., qui a voté contre le traité de Versailles, travaillé au désarmement, combattu les deux ans, refusé, par principe, les crédits militaires et toujours décliné la moindre responsabilité dans le mécanisme effroyable de l'impérialisme français va-t-il devenir une pièce maîtresse sur l'échiquier international, chargé de chloroformer le prolétariat de notre pays avant que ses maîtres ne le conduisent à une nouvelle hécatombe ? ...

Que signifient ces manifestations tricolores jusqu'au sein de nos Congrès ? Ces 11 Novembre et ces 14 Juillet où la frontière de classe est soigneusement camouflée ?

A quoi bon voter des motions, prendre des décisions, réunir des assemblées en faveur de la défense laïque, au moment même où le Gouvernement dit de Front populaire, à participation socialiste, reçoit officiellement le représentant du Pape et fournit aux futures légions fascistes le moyen de rassembler des masses énormes autour de la Bienheureuse Ste-Thérèse de Lisieux ? A quoi bon ?

Le Parti Socialiste S.F.I.O. n'est-il pas en train de devenir un autre Parti Radical, sensible à toutes les corruptions du pouvoir ? Le Parti Socialiste S.F.I.O. n'est-il pas en train de suivre le même chemin que la social-démocratie allemande ?

\*

Si nous connaissions mal notre Parti Socialiste S.F.I.O., nous pourrions en effet, à toutes ces questions accablantes, répondre par un geste découragé.

Mais nous croyons qu'il vaut mieux que cela !

Nous croyons que les erreurs et les capitulations qui viennent de provoquer de la stupeur, d'abord, de la colère et de la révolte bientôt n'ont pas encore entraîné toutes leurs conséquences.

Nous croyons qu'ils sont innombrables, les militants socialistes sans peur et sans reproche, capables de trouver en eux-mêmes le courage et le dévouement nécessaires à tous les redressements.

Nous croyons que le Parti est autre chose que quelques-uns de ses « *chefs* » même les plus éminents, Et qu'après avoir tiré de ceux-ci tout ce qu'ils pouvaient donner, il est capable d'aller plus loin, de servir plus complètement, avec moins d'hésitation, avec plus de foi et d'audace, la cause de la Révolution nécessaire. Nous croyons que le Parti est un organisme vivant, dont les masses doivent faire l'instrument de leur libération.

Et c'est en fonction de cet organisme vivant, en simple militant qui croit à la nécessité de la démocratie prolétarienne permanente et de la conquête du pouvoir par les travailleurs, que j'ai voulu apporter mon effort pour faire d'un Parti exclusivement électoral et parlementaire un Parti idéologiquement et matériellement armé pour les combats décisifs.

\*

Ce Parti sera-t-il bientôt le Parti unique du prolétariat ?

Je l'ignore, mais pourvu qu'il permette à chaque militant de contribuer, comme je le fais ici en toute liberté à son orientation générale, je le souhaite ardemment.

En tout cas, quoi qu'il arrive, rien ne dispensera le prolétariat de cet effort acharné, auquel j'apporte ma modeste contribution :

— Pour une politique autonome de classe,

— Pour un Parti à la fois démocratique et révolutionnaire,

— Pour un Front populaire de combat,

— Pour la préparation de la conquête du pouvoir par les masses travailleuses.

Non ! Le Parti de la classe ouvrière ne peut pas être et ne sera pas un Parti « *comme les autres...* » si ses militants expérimentés, cultivés, maîtres de leurs nerfs et sachant ce qu'ils veulent, font la preuve qu'ils ne sont pas, eux, des « *politiciens* » ... comme les autres.

## **I. Pour une politique de classe**

### **Vers l'offensive anticapitaliste**

Quel doit être le rôle du Parti de la classe ouvrière dans les événements actuels ?

Sous peine de déchéance, le Parti de la classe ouvrière doit exprimer constamment les intérêts des exploités et diriger leurs luttes contre la cause de toutes leurs misères : le régime capitaliste.

Le Parti de la classe ouvrière ne peut pas être destiné à faciliter le rétablissement du régime capitaliste toutes les fois que celui-ci, incapable de maîtriser ses contradictions, fait appel à la collaboration du Parti des travailleurs.

Si la bourgeoisie est obligée de faire appel à la collaboration du Parti des travailleurs, c'est là une circonstance dont celui-ci doit s'emparer pour accabler, désarçonner et affaiblir l'ennemi.

Partant de ce point de vue : que devait être, que doit être encore le grand rassemblement de masse opéré sous le signe du Front populaire ?

Une occasion, pour la bourgeoisie, de neutraliser l'action offensive du prolétariat, en l'amenant à consentir au renforcement de son appareil militaire de classe ?

Ou une occasion, pour le prolétariat, de désarticuler, de démanteler la structure économique du capitalisme ?

Poser la question, c'est la résoudre.

Le Front populaire ne peut être, ne doit être qu'un moyen de rassembler toutes les catégories de victimes de la crise du régime économique pour les conduire à une vigoureuse offensive anticapitaliste.

Est-ce cela qu'on en a fait ?

Non !

Après avoir arraché des lois sociales considérables, grâce à la combinaison de l'action gouvernementale et de l'action directe (occupation massive des entreprises) on a laissé la mécanique du système capitaliste rétablir la « *marge* » de profit. Les grands trusts, les monopoles de fait, ceux qui « *commandent* » vraiment, en dictant les prix, ont profité de la perturbation sociale déclenchée par les travailleurs pour augmenter encore leur puissance, accentuer leur pouvoir, piller encore plus largement leurs concitoyens. Qu'a-t-on fait contre eux ? On a respecté la légalité capitaliste ! ... On a joué le jeu : l'économie fonctionne toujours pour fabriquer du profit. Mais comme le prolétariat n'est pas disposé à se laisser faire, comme il a le droit et le devoir d'exiger l'adaptation de ses salaires aux indices des prix, il se produit une sorte d'écartèlement entre les deux pôles de la lutte sociale : grand capitalisme d'un côté, prolétariat de l'autre. Entre les deux, serrés dans l'étau, les classes moyennes, petits artisans, petits industriels, petits commerçants (bientôt, car leur tour viendra, les petits

paysans), supportent le poids de l'exploitation renforcée du grand capitalisme et sont tentés de l'attribuer à la conquête des lois sociales.

Ainsi se trouve posée politiquement et économiquement la nécessité de maîtriser les trusts, c'est-à-dire d'entamer une lutte vigoureuse pour remettre entre les mains de l'ensemble de la Nation la direction et la gestion des grandes entreprises dominées par les oligarchies capitalistes.

Ou bien le Parti de classe entraînera le Front populaire à cette offensive contre les trusts.

Ou bien les trusts, dont la puissance sur la presse, sur l'industrie lourde, sur la banque, sur les assurances, sur les réseaux, sur l'énergie électrique est plus formidable que jamais, détermineront à bref délai le rassemblement des colères et des déceptions qui fournira ses meilleures troupes au fascisme.

La leçon des événements italiens, celle des événements d'Allemagne ou d'Autriche auront-elles été oubliées, à ce point, par les travailleurs de France ?

### **Au secours des classes moyennes**

On s'imaginerait à tort que le Parti du prolétariat doit limiter son action aux seules revendications du prolétariat : Sa politique de classe doit être tout naturellement soumise à la direction de la classe ouvrière, mais celle-ci doit élargir le cercle de ses préoccupations égoïstes et savoir, s'associer à toutes les victimes de la crise du régime : seul le prolétariat, comme moteur et comme animateur de la lutte de classes est capable de conduire celle-ci jusqu'à son terme ; mais s'il comprend sa tâche historique, il ne sera pas seul à recueillir le fruit de ses efforts ( 1 ) .

D'où il résulte que la nationalisation des industries-clés et du crédit doit être envisagée pour venir en aide à la majorité des salariés employés dans les petites entreprises où ils risquent soit d'être trustés des lois sociales, soit de voir disparaître l'entreprise elle-même. Une véritable expérience d'économie dirigée doit commencer alors, mais à condition que le prolétariat en assure, dès le départ, l'orientation générale vers le but final.

En ce sens, on peut même dire que les classes moyennes ballottées entre les deux pôles contraires du grand capitalisme et du prolétariat, ont plus encore que les prolétaires, intérêt à la transformation du régime, car elles sont plus immédiatement menacées.

Ainsi, dans l'étape que nous devons envisager aujourd'hui, c'est par la nationalisation des trusts que se vérifiera le mieux cette affirmation de solidarité.

De quoi souffrent les classes moyennes ? Le petit industriel est écrasé par les charges sociales qui ne lui laissent qu'une marge bénéficiaire de plus en plus faible parce que le volume des salaires constitue une fraction importante du prix de revient dans sa petite entreprise.

Mais ses frais généraux seront considérablement diminués si la nationalisation de l'industrie électrique permet de lui accorder le courant à un prix très faible, et non seulement le courant, mais le gaz, ou le charbon venant de la mine nationalisée, ou la matière première sortant de la grosse industrie métallurgique ou chimique également nationalisée, ou enfin les crédits provenant de la Banque nationalisée.

Le petit paysan voit monter le prix, des machines, des produits industriels dont il a besoin, des engrais, des fers et aciers... Tous les produits du sol, sauf le blé, sont encore soumis aux fluctuations, manœuvres spéculatives et prélèvements des trusts. On ne le délivrera que par la généralisation des offices, mais surtout par l'utilisation, à son profit, des secteurs nationalisés : l'engrais à bon marché, fourni par la grosse industrie chimique, l'électricité, les machines, et même les semences sélectionnées et l'outillage léger, livrés directement par les entreprises nationalisées, à des prix d'autant plus bas que les cultivateurs consentiront à grouper en coopératives et en syndicats les petites unités individuelles de la production.

Le petit commerçant est à la merci d'échéances difficiles. La hausse des prix assèche sa trésorerie, les lois sociales retentissent sur sa marge bénéficiaire comme dans le cas du petit industriel. Là aussi, la nationalisation du crédit, la liaison directe avec les grands entrepôts nationalisés, l'encouragement accordé aux formes coopératives ou syndicales d'achat et de réapprovisionnement permettront au petit commerce en voie d'écrasement de s'adapter, de résister, et de découvrir le chemin qui conduira les travailleurs de la boutique à des formes supérieures d'organisation, c'est-à-dire de bien-être, au même titre que tous les autres travailleurs.

Insistons sur le fait que pour ces quelques catégories représentatives de ce qu'on appelle « *les classes moyennes* », comme pour toutes les autres, la nationalisation des assurances et celle de l'énergie électrique allégeront immédiatement les frais généraux et accroîtront considérablement les garanties de sécurité pour la couverture de tous les risques, calamités agricoles, incendie, vol, chômage, maladie, vieillesse, décès.

### **Par l'action directe des masses**

Encore faut-il s'entendre sur la méthode à employer pour arracher au grand capitalisme ses privilèges et mettre sous le contrôle et sous la direction des travailleurs le secteur économique qui fait sa puissance.

S'agit-il seulement d'obtenir une majorité au Parlement ?

S'agit-il de laisser fonctionner la légalité pseudo-démocratique sans appui extérieur ? On sait ce que cela donnera : le bluff et le mensonge des fausses réformes, qui masquent habilement la domination de classe mais sans la détruire, sont désormais transparents. Les nationalisations comme celle de la Banque de France ou des industries de guerre (2) n'ont pas modifié sensiblement le caractère de classe des institutions. Les grands capitalistes de chez Brandt, Schneider ou Hotschkiss ont été copieusement indemnisés. (Brandt continue d'ailleurs, par l'intermédiaire de son gendre, à faire exploiter ses brevets en Italie... au bénéfice de Franco). Ils sabotent efficacement la production, dans l'espoir de racheter bientôt leurs usines pour presque rien.

Nous ne voulons pas de ces pseudo-réformes bureaucratiques et accomplies par accord amiable entre les capitalistes et l'État (capitaliste).

**Nous voulons de véritables conquêtes ouvrières, c'est-à-dire une reprise, une expropriation, une transformation réelle de nature. Qui commandera ? Qui gèrera ? Qui pourra mettre à profit la nouvelle gestion ? Telle est la question essentielle à laquelle nous répondons : les travailleurs organisés dans leurs syndicats.**

Sous la direction d'un gouvernement de Front populaire de combat, le statut juridique des entreprises nationalisées sera sans doute « mixte », comme l'a toujours revendiqué la C. G. T. : gestion tripartite avec représentants des usagers, des producteurs et de l'Etat. Mais le fonctionnement du nouveau service public devra être syndicalisé et non étatisé (Voir la brochure de l'U.T.S. : les Conseils d'entreprises.)

Seulement, ce qu'il faut bien savoir, dès maintenant, ce qu'un Parti doit dire, mettre en évidence, préparer dans les esprits et dans les faits, c'est que seule l'action directe prolétarienne permettra d'obtenir ces résultats. C'est qu'il s'agit là, vraiment, d'une bataille de classe de première grandeur, exigeant toutes les ressources de la technique de lutte autonome, sans compromis, sans ruse, sans faiblesse.

Un militant syndicaliste, René Guerdan, s'adresse à Léon Blum en ces termes (3) :

*« Gouverner, ce n'est pas préparer ces dosages florentins, ces ingénieux compromis, ce n'est pas effectuer ces virevoltes savantes entre la chèvre et le chou, ou ces laborieux croisements entre la carpe et le lapin. Le nœud gordien se tranche, il ne se dénoue pas... Nous connaissons ce jeu subtil de votre esprit ondoyant qui, excellent dans l'art de plaire, s'est efforcé tout au long de votre vie de marier les contraires... Mais maintenant les finasseries ne sont plus de mise, et ce que l'on vous demande, chef incontesté du Front populaire, ce ne sont plus des mains fines et habiles de tireur de dogme, ce sont des mains rudes et calleuses de travailleur qui bâtit. C'est à la gorge qu'il faut prendre les abus... »*

Fort bien !

Mais c'est à soi-même qu'il faut commencer par adresser des commentaires du même ordre, et le syndicalisme doit savoir, de science certaine, que les seuls progrès véritables accomplis dans la voie de l'émancipation ouvrière l'ont été en vertu de l'effort et des sacrifices autonomes des travailleurs ;  
*« Ne t'attends qu'à toi seul ! »*

## **Contrôle des changes et centrale des devises**

(Les illusions conscientes de Georges Bonnet.)

Nous avons dénoncé devant le Parti (4) l'opération politico-financière qui a conduit à la substitution du gouvernement Chautemps-Bonnet au gouvernement Blum-Auriol.

Nous nous sommes élevés contre l'affirmation audacieuse suivant laquelle ce gouvernement de la Banque Lazard était l'expression du Front populaire.

Aujourd'hui (5), nous pouvons vérifier cette affirmation dans les chiffres officiels eux-mêmes.

On a commencé par frapper les classes pauvres en dissimulant parfois les mesures prises derrière des apparences de coercition envers les riches. 10 milliards 1 / 2 d'impôts et taxes nouveaux, payés directement ou par incidence par la classe productrice...

- Majoration de 20 % pour les revenus supérieurs à 20.000 francs.
- « Aménagement » des droits d'enregistrement et de timbre.
- Élévation de la taxe à la production de 6 à 8 %.

- Relèvement des droits de douane et de licence.
- Modification du régime du ferrocérium, des briquets, de la bière.
- Majoration de 20 % pour les tabacs.
- Droits de licence et taxes sur le combustible pour les transports routiers.
- Élévation de l'affranchissement postal.
- Augmentation du tarif des transports (18 % pour les marchandises.)

Presque toutes ces mesures reviennent à diminuer la capacité de consommation de la classe ouvrière.

La deuxième dévaluation également. Une inflation de 15 milliards de billets peut tirer la trésorerie d'une échéance difficile, mais cet artifice se paie par la nécessité de présenter un nombre plus considérable de signes monétaires pour acquérir le même objet : nouvelle diminution de la capacité de consommation des travailleurs.

Dans ces conditions, on ne peut que rougir de honte à la lecture du Populaire du 22 juillet, qui affirme que les mesures prises par Georges Bonnet ne sont pas des mesures de déflation ! Un socialiste ne peut se prêter à une telle tentative de bourrage de crâne. Car, seule, la vérité est révolutionnaire.

Cela rappelle les communiqués enthousiastes du Secrétariat du Parti, sur « *la finance-asservie* » par l'emprunt de défense nationale du 5 mars. Piètres procédés qui discréditeraient à jamais le socialisme s'ils pouvaient être acceptés et généralisés par des militants « *suiveurs* », prêts à obéir servilement à toutes les cabrioles intellectuelles de leurs porte-paroles ou de leurs porte-plumes. Mais heureusement la race des Beni oui-oui et les brigades d'acclamations spontanées font place, dans le Parti, à une génération de militants indépendants, capables d'auto-critique, et imperméables aux littératures politiques frelatées. Quel est donc le résultat de l'intermède G. Bonnet-Lazard, imposé au front populaire et accepté, grâce à l'intervention prestigieuse, personnelle, sentimentale de Léon Blum et Paul Faure, par notre Parti de classe, malgré son instinctive révolte contre cette comédie ?

C'est entendu, M. Bonnet affirme que le budget sera enfin en équilibre. C'est entendu « *Le Populaire* » affirme que la fixation du plafond de la Trésorerie, alimentée par l'emprunt de 25 milliards de dépenses, « ***se justifie par l'équilibre budgétaire*** ».

Or, depuis 1931-32, **jamais** l'équilibre n'a été réalisé, et en 1937, il ne le sera pas plus qu'avant le Front populaire.

La gestion du gouvernement Blum a-t-elle aggravé cette situation; l'a-t-elle améliorée ?

Les chiffres répondent. Le déficit du budget ordinaire était de 8 milliards et demi, (moins que celui de Doumergue, autant que celui de Laval). Les émissions prévues pour finir l'année devaient atteindre 36 milliards, parmi lesquels 10 milliards 1/2 de remboursements. L'augmentation de la dette est donc un peu plus considérable : 26 milliards (dont 8 pour les municipalités). Mais n'oublions pas l'augmentation des dépenses militaires, consenties en septembre 1936, et hypothéquant lourdement (tout se paie !!!) l'expérience de rénovation économique entreprise trop timidement.

Vient M. Bonnet, retour de Washington. La grande presse reprend les thèmes traditionnels : l'équilibre du budget redevient le prétexte classique aux « *compressions* ». Cela signifie qu'on fera

payer le lampiste. En effet, non seulement par les mesures fiscales rappelées ci-dessus, mais par les décrets « *d'économie* » imposant aux collectivités publiques, départements, communes en déficit l'obligation d'augmenter leurs tarifs, on va trouver des ressources dans la poche des pauvres : augmentation des tarifs de tramways, d'autobus, de métro, du gaz, de l'eau, de l'électricité... et des centimes additionnels quand cela ne suffit pas...

Cela n'empêchera pas le déficit de s'établir autour des mêmes chiffres, ni la dette publique de s'accroître d'un volume à peu près constant : 16 milliards environ d'après les calculs de F. Delaisi (3).

En somme... ça continue !

Et pourtant, le Front populaire a été formé « *pour que ça change* ». La grande politique de G. Bonnet et Lazard consiste à prévoir, d'ici la fin 1938 :

- 16 milliards d'impôts nouveaux.
- 15 milliards de faux billets.
- 25 milliards de Bons du Trésor.

Mais tout n'est pas dit.

La compression brutale des moyens de consommation qui va ramener cet hiver les travailleurs à un niveau inférieur à celui qu'ils avaient sous Laval, va inévitablement déclencher une crise sociale sérieuse.

Il faudra choisir entre la politique des Banques et la politique du peuple. Je dis bien politique des Banques (et des trusts), car nous ferons un jour le bilan des avantages considérables obtenus pendant 1936-37 par les forbans du grand capitalisme dans leurs opérations de change, de dévaluations et de spéculations internationales.

Il faudra donc en finir une fois pour toutes.

C'est pourquoi nous devons exiger les seules mesures capables d'arracher leur pouvoir infernal aux oligarchies économiques et financières : sur le plan financier, la seule mesure efficace à envisager avant que l'encaisse or ne soit tombée à un rapport trop faible par rapport à la circulation, c'est le contrôle des changes.

Sans entrer dans les détails, cette institution a pour principe la centralisation de tous les besoins et la fourniture de toutes les devises nécessaires au règlement des transactions commerciales.

D'une part, les commerçants qui ont besoin de devises s'adressent à la Centrale, qui vérifie naturellement l'emploi de celles-ci (par exemple, on établira des factures visées par les consulats pour les matières importées).

D'autre part, les exportateurs seront placés dans l'obligation de rapatrier leurs devises (par exemple, par l'obligation de faire enregistrer à la Centrale la facture d'une cargaison exportée, le service des douanes étant chargé de vérifier la concordance des déclarations.)

On peut imaginer, à partir de cette institution, la création d'une monnaie intérieure et d'une monnaie extérieure. Enfin, on peut la compléter par des mesures relatives aux titres étrangers pour imposer leur négociation par le canal d'établissements bancaires spécialisés.

De toute façon, le contrôle des changes deviendra une nécessité qu'on a retardée le plus possible, comme pour mieux permettre à certains forbans internationaux de rafler des fortunes sur la misère



des travailleurs. Mais l'heure de la justice approche et les complices devront être traités avec la même rigueur que les profiteurs directs.

Notes:

(1) Rappelons l'importance des petits entrepreneurs (chiffres arrondis) : 200.000 patrons occupant moins de 50 ouvriers (dont 175.000 occupent moins de 5 ouvriers), occupent en tout : 5 millions et demi de salariés. 18.000 chefs de grosses entreprises ou administrateurs de sociétés, occupent en tout : 4 millions de salariés.

(2) Ou des réseaux avec la nouvelle société « *nationale* » à majorité confiée à « *l'intérêt général* ».

(3) L'Homme Réel, juin 1937.

(4) Conseil National extraordinaire du 22 juin 1937.

(5) 30 septembre.